

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2, Quai de Verdun
82000 MONTAUBAN

Toulouse, le 25/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



LOGITIA S.A.S (ex INVIVO)

1527 route du Canal
82700 MONTBARTIER

Références : JR/2022-0901
Numéro de visite : 82-22-039
Code AIOT : 0006802618

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/06/2022 dans l'établissement LOGITIA S.A.S (ex INVIVO) implanté Montbartier 1527 route du Canal 82700 MONTBARTIER. L'inspection a été annoncée le 12/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOGITIA S.A.S (ex INVIVO)
- Montbartier 1527 route du Canal 82700 MONTBARTIER
- Code AIOT : 0006802618
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

Le site est un entrepôt de stockage de matières dangereuses, d'agrofournitures, de semences pour les coopératives agricoles du sud-ouest et les fournisseurs de produits du terroir.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sous-traitance (action nationale 2022)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
15	Rétentions	AP Complémentaire du 25/11/2009, article 6.6.6	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
0	Organisation, formation (liste des sous-traitants)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
1	Opérations d'entretien et de maintenance (procédures sous-traitants)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
2	Opérations d'entretien et de maintenance (permis de feu)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
3	Opérations d'entretien et de maintenance (surveillance)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
4	Organisation, formation (procédures d'urgence)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
5	Gestion des situations d'urgence (exercices avec sous-traitants)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet
6	Formation des entreprises extérieures (plan de formation)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
7	Formation des entreprises extérieures (contenu des formations)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
8	Formation des entreprises extérieures (tenue des formations)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Formation des entreprises extérieures (traçabilité)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
10	Formation des entreprises extérieures (vérification)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
11	Formation des entreprises extérieures (à disposition de l'inspection)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
12	Opérations d'entretien et de maintenance (habilitations)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
13	Opérations d'entretien et de maintenance (spécificités sur les MMR)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
14	Moyens d'extinction	AP Complémentaire du 25/11/2009, article 6.7.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte tenu des informations transmises par l'exploitant et des constats réalisés par l'inspection au cours de cette visite, il ressort que l'exploitant dispose d'une organisation qui prend en compte explicitement l'intervention d'entreprises extérieures.

Par ailleurs, lors de la visite terrain, l'inspection a constaté la présence de fissures, sur le sol le long des murs des cellules de stockage, que l'exploitant devra colmater afin de garantir l'étanchéité du sol.

2-4) Fiches de constats

N°0 : Organisation, formation (liste des sous-traitants)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Organisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.
Constats : L'exploitant a présenté la liste des sous-traitants qui interviennent tout au long de l'année pour des opérations d'entretien et de maintenance des installations. 22 entreprises sont répertoriées, 20 dans le cadre d'un plan de prévention annuel et 2 avec un plan de prévention ponctuel. Aucun prestataire extérieur n'était présent sur site le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°1 : Opérations d'entretien et de maintenance (procédures sous-traitants)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : L'exploitant a présenté la procédure de gestion des entreprises extérieures intervenant sur le site (version 2022-04). L'exploitant a précisé qu'un plan de prévention est établi quel que soit la nature des travaux de l'intervention. Lorsque les interventions sont périodiques ou répétitives (plus de 2 fois par an), un plan de prévention annuel est établi. Pour toutes autres interventions, un plan de prévention ponctuel est mis en place. Le plan de prévention intègre notamment une visite du site, une présentation des consignes de sécurité et la définition des paramètres d'intervention. Lorsque l'entreprise extérieure fait appel à un sous-traitant, ce dernier doit être inclus dans le plan de prévention annuel ou bien faire l'objet d'un plan de prévention ponctuel si cette sous-traitance est exceptionnelle. L'exploitant a présenté le plan de prévention annuel de la société HL nuisible daté du 30/11/2021 et le plan de prévention ponctuel de la société DESAUTEL daté du 3/05/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°2 : Opérations d'entretien et de maintenance (permis de feu)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Le document de gestion des entreprises extérieures intervenant sur le site, présenté par l'exploitant, aborde également la procédure d'élaboration du permis feu. Un permis feu est rédigé pour toutes les activités susceptibles de générer des étincelles ou de la chaleur et il est mentionné dans le plan de prévention. L'exploitant a présenté un permis feu établi le 3/02/2022 pour la société Méris service industrie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°3 : Opérations d'entretien et de maintenance (surveillance)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Le formulaire de permis feu utilisé par l'exploitant permet de tracer le contrôle de fin de chantier. L'exemple de permis feu présenté par l'exploitant n'amène pas de remarque de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°4 : Organisation, formation (procédures d'urgence)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu. Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.
Constats : L'exploitant a présenté le support d'accueil présentant les consignes de sécurité et délivré aux entreprises extérieures intervenant sur le site. Les consignes de sécurité sont également abordées lors de la signature du plan de prévention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°5 : Gestion des situations d'urgence (exercices avec sous-traitants)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none">- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : L'exploitant précise avoir réalisé un exercice POI le 24 novembre 2021 mais aucune entreprise extérieure n'était présente ce jour-là. Pour l'exercice POI de 2023, l'exploitant prévoit de faire participer le service de maintenance interne du groupe.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°6 : Formation des entreprises extérieures (plan de formation)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : L'exploitant précise qu'il n'y a pas de formation spécifique autre que la présentation des consignes de sécurité aux entreprises extérieures lors de l'accueil sur site ou dans le cadre du plan de prévention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°7 : Formation des entreprises extérieures (contenu des formations)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : L'exploitant a présenté le document présentant les consignes de sécurité, destiné aux entreprises extérieures, qui n'amène pas de remarques de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°8 : Formation des entreprises extérieures (tenue des formations)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : L'exploitant précise que le document présentant les consignes de sécurité est présenté à chaque entrée sur le site et que le plan de prévention annuel peut être révisé en cours d'année si une modification significative est détectée. A la date de fin de validité, le plan de prévention est révisé en tenant compte des éventuels nouveaux risques identifiés. La validité du plan de prévention est vérifié avant chaque intervention. L'exploitant a présenté à l'inspection le tableau de suivi des plans de prévention 2021/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°9 : Formation des entreprises extérieures (traçabilité)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : L'exploitant a présenté le tableau récapitulatif des formations lutte contre l'incendie du personnel de Logitia ainsi que le tableau d'évaluation des entreprises extérieures intervenant sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°10 : Formation des entreprises extérieures (vérification)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : Le document de gestion des entreprises extérieures précise que selon la nature des prestations à réaliser, l'entreprise extérieure doit présenter les titres d'habilitations de ses intervenants en cours de validité. L'exploitant procède à la vérification des habilitations le jour de l'intervention et réalise une copie des habilitations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°11 : Formation des entreprises extérieures (à disposition de l'inspection)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Formation / documentation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : La documentation relative à la formation et au suivi des connaissances des personnes formées n'amène pas de remarque de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°12 : Opérations d'entretien et de maintenance (habilitations)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : La procédure pour la vérification des habilitations n'amène pas de remarque de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°13 : Opérations d'entretien et de maintenance (spécificités sur les MMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Concernant l'aspect MMR, l'exploitant précise qu'il veille à programmer pour le même jour, l'intervention de la société Siemens pour la détection incendie et de la société CLF Satrem pour la partie extinction.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°14 : Moyens d'extinction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/11/2009, article 6.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose a minima de : <ul style="list-style-type: none">- une réserve d'eau constituée au minimum de 1 000 m³ [...]- des extincteurs et des robinets d'incendie armés en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement [...]
Constats : Lors de la visite de terrain, le niveau de la réserve d'eau du bassin était en dessous des 1 000 m ³ . Par mail du 23/06/2022, l'exploitant a confirmé à l'inspection que le bassin avait été complété et que le niveau était revenu à la limite des 1 000 m ³ . Par ailleurs, l'exploitant s'est engagé à mettre en place un suivi renforcé du niveau du bassin. Il a également été constaté qu'un extincteur du quai de livraison, placé derrière un bureau, n'était pas accessible facilement. L'exploitant s'est engagé à déplacer l'extincteur pour le rendre plus accessible.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°15 : Rétentions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/11/2009, article 6.6.6
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions associées aux infrastructures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.
Constats : Lors de la visite de terrain, l'inspection a constaté la présence de fissures sur le sol le long des murs des cellules. L'exploitant devra colmater ces fissures pour que le sol des surfaces de stockage soient étanche.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet